



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°626/2022  
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
FÊTE FORAINE**

**Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ces articles L.2211-1 à L.2213-4,  
Vu le code de la sécurité intérieur,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code de la Voirie Routière,  
Vu la loi n°2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour les fêtes foraines ou parc d'attractions,  
Vu le décret n°2008-1458 du 30 décembre 2008 pris par l'application de la loi n°2008-138 du 13 février 2008 relatif à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parc d'attractions,  
Vu la délibération 127 du 13 décembre 2021 portant sur la modification des tarifications communales.  
Vu l'arrêté n°614/2022 en date du 11 juillet 2022 portant sur la réglementation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume relative à l'organisation de la « **Fête de Marie Madeleine** ».  
Vu l'arrêté n°546/2021 portant réglementation générale des fêtes foraines

Considérant la demande par laquelle **Monsieur Alain MARTIN DE CHAMAS**, demeurant 16 Chemin de la Borie à SAINT SERNIN (07200), sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour installer son attraction « **SCALEXTRIC, CIRCUIT 2000** » et son stand de confiserie « **CANDY LAND** », lors de la « **Fête de Marie Madeleine** », organisée par la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** **Monsieur Alain MARTIN DE CHAMAS** est autorisé à installer son attraction « **SCALEXTRIC, CIRCUIT 2000** » et son stand de confiseries « **CANDY LAND** », lors de la « **Fête de Marie Madeleine** », organisée par la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

**ARTICLE 2 :** **Monsieur Alain MARTIN DE CHAMAS** est autorisé à installer son attraction et son stand de confiseries du mercredi 20 juillet 2022 à partir de 18h00 Place de Lattre de Tassigny, et devra impérativement les désinstaller le mardi 26 juillet 2022 à 23h00.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire devra, sous peine de retrait immédiat de celle-ci, veiller à ce que l'établissement n'occasionne aucun trouble à l'ordre public.

**ARTICLE 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public sur la base du tarif établi par la délibération n° 127 en date du 13 décembre 2021.

**ARTICLE 6 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 7 :** Madame la directrice générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 18 juillet 2022

Le Maire,  
**Alain DECANIS**

